



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 30 décembre 2020

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Général Pascal CHAMPION, Chef de la composante Police de la MINUSCA
- Lt-Colonel Abdoul Aziz FALL, porte-parole de la Force de la MINUSCA

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● Les électeurs centrafricains se sont rendus aux urnes en masse, le dimanche 27 décembre, pour élire leurs futurs Président de la République et députés, conformément aux décisions de la Cour constitutionnelle.

A cette occasion, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, accompagné de la Représentante spéciale adjointe et du Commandant de la Force de la MINUSCA, a visité des bureaux de vote à Bangui. Il a salué l'enthousiasme des Centrafricains dans la capitale et dans plusieurs localités du pays, tout en condamnant les violences commises par les groupes armés qui ont empêché des Centrafricains d'exercer leur droit de vote dans certaines localités.

Le 28 décembre, la Représentante spéciale adjointe, Denise Brown, a pris part à une conférence conjointe avec la ministre de la Défense nationale et la reconstruction de l'armée, Marie-Noelle Koyara, le ministre de l'Intérieur chargé de la Sécurité publique, Général Henri Wanzet-Linguissara et le ministre de l'Administration du territoire, Augustin Yangana Yaoté, ainsi que le président de l'Autorité Nationale des Elections (ANE), Me Mathias Morouba. Elle a indiqué que "les groupes armés ont connu l'échec, car ils ont essayé de bloquer les élections mais ils n'ont pas pu le faire", assurant que la MINUSCA va "continuer à protéger la population, les institutions, les personnalités et le processus électoral".

Le leadership de la MINUSCA continue à faire le suivi du processus électoral, avec plusieurs engagements notamment la participation, le 29, à la première réunion du G5+ depuis les scrutins de dimanche. Le groupe d'États et d'institutions

internationales partenaires de la RCA (Etats-Unis, France, Russie, Union africaine, CEEAC, Union européenne, MINUSCA et Banque Mondiale) devrait s'exprimer incessamment par voie de communiqué de presse conjoint.

Parallèlement, l'appui de la MINUSCA au processus électoral se poursuit, notamment sur le plan sécuritaire dans les zones où les groupes armés alliés à l'ancien président François Bozizé continuent à attaquer la population, les forces de défense et de sécurité et les casques bleus.

La MINUSCA se réjouit de l'engagement et de la détermination de sa Force et de sa Police dans l'exécution du plan intégré de sécurisation des élections, en appui aux Forces armées centrafricaines (FACA) et Forces de sécurité intérieure (FSI). Elle salue également la contribution de sa composante civile à Bangui comme dans ses 12 bureaux de terrain au bon déroulement du processus électoral.

Le leadership et l'ensemble du personnel civil et en uniforme restent mobilisés pour l'exécution du mandat de la MINUSCA, notamment l'appui au processus électoral en RCA, conformément à la résolution 2552 du Conseil de sécurité des Nations unies.

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période entre le 22 et le 29 décembre, la MINUSCA a documenté et vérifié 57 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 96 victimes (34 hommes, quatre femmes, trois garçons, 28 adultes non identifiés et 27 groupes de victimes collectives). La Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a observé une hausse de plus de 200% du nombre d'incidents (216,66%) et de victimes (231,03%) par rapport à la semaine précédente (18 incidents et 29 victimes). Cette augmentation s'explique par les multiples incidents lors de la période préélectorale sur l'ensemble des préfectures perpétrés par les groupes armés. Les préfectures les plus touchées sont la Nana-Mambéré, la Mambéré-Kadéï, la Nana-Gribizi, l'Ouaka, la Haute-Kotto et la Basse-Kotto.

Les abus/violations sont des cas de meurtre (quatre cas et quatre victimes), menaces de mort (sept cas et neuf victimes), traitement cruel et inhumain (trois cas et neuf victimes), blessés (5 cas et 28 victimes), atteinte à l'intégrité physique (six cas et six victimes), évasion (deux cas et deux groupes de victimes), confiscation de biens/propriétés (sept cas et neuf victimes, dont sept groupes de victimes collectives), enlèvement (un cas et quatre victimes), privation de liberté (deux cas et

trois victimes), déni d'accès à l'aide humanitaire (1 cas et une victime), attaque contre les humanitaires et les casques bleus (6 cas et huit victimes), taxation illégale (1 cas et une victime) et destruction/pillages (11 cas et 11 victimes, 10 groupes de victimes collectives).

Les auteurs des abus et violations documentés sont les anti-Balakas (16 incidents avec 17 victimes), la coalition MPC/FPRC (13 incidents et 16 victimes), l'UPC (neuf incidents et 20 victimes), le 3R (cinq incidents et 14 victimes), une coalition 3R/anti-Balaka (trois incidents et trois victimes), coalition CPC (trois incidents et trois victimes), le MPC (deux incidents et quatre victimes), le FPRC (deux incidents et deux victimes), l'UPC/anti-Balakas (un incident et une victime) et des éléments non-identifiés (un incident et une victime). Les agents de l'Etat sont auteurs de deux incidents affectant 15 victimes.

PROTECTION DE L'ENFANT

- Au cours du mois de décembre 2020, plus de 1500 personnes parmi lesquelles des leaders locaux, des candidats aux législatives, des membres de l'Autorité Nationale des Elections, de la société civile et des forces de sécurité intérieure, ont été sensibilisées sur les graves violations des droits des enfants pendant le processus électoral dans le cadre de la campagne "Agir pour protéger".

Entre le 11 et le 24 décembre, 20 violations graves des droits des enfants ont été documentées par la section de protection de l'enfant de la MINUSCA. De plus, la MINUSCA est en train de vérifier également des informations faisant état de l'utilisation d'enfants par la coalition des groupes armés responsables des violences actuelles dans plusieurs localités.

La MINUSCA a aussi documenté nombreuses attaques contre les acteurs humanitaires marquées par des vols de véhicules, motos, téléphones et radios avant les élections du 27 décembre.

CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE DE LA MINUSCA

Pour la composante police de la MINUSCA, la semaine écoulée a été essentiellement marquée par la sécurisation des opérations électorales. Plusieurs mesures ont été prises à Bangui et hors Bangui, pour protéger la population conformément au Plan Intégré de Sécurisation des Elections (PISE).

SECURISATION DU PROCESSUS ELECTORAL

En appui aux Forces de Sécurité Intérieure (FSI), des dispositifs mobiles et statiques de surveillance des axes routiers, des environs immédiats et des centres de vote, des dispositifs ont été mis en place par les unités de police constituée (FPU) et les officiers de police individuel (IPO) de la composante Police en vue de rassurer la population et lui permettre de voter dans la quiétude.

Le 23 décembre, à la suite des rumeurs d'attaque de la ville de Bangui ayant entraîné une panique généralisée, je me suis personnellement rendu dans plusieurs unités où travaillent les UNPOL en colocation. L'objectif était de remonter le moral des quelques FSI encore présents et d'adresser ses encouragements aux équipes UNPOL. A cette occasion, il a instruit les officiers de police individuelle travaillant avec eux, à les sensibiliser davantage sur le devoir de garder leurs postes et sur la gestion des rumeurs.

C'est dans ce même sens que les officiers UNPOL chargés de la conduite et discipline et des Ressources Humaines, ont exhorté les Directeurs des ressources humaines de la Police et de la Gendarmerie, à accélérer les prises de décision et la mise en application des mesures envisagées face au comportement des FSI pour mieux maîtriser la situation des abandons de poste et mettre fin à ces comportements qui ne cadrent pas avec la discipline au sein des forces de défense et de sécurité.

Des conseils stratégiques ont été donnés en matière d'anticipation des incidents sur le processus électoral en vue de prendre des mesures de prévention ou d'atténuation, d'adaptation et de coordination des réponses aux différents besoins de sécurité. UNPOL a sécurisé conjointement avec FSI et la JTFB trois marches pacifiques pour le maintien des élections et la sécurité dans les provinces. Pour prévenir toutes menaces visant à déstabiliser le processus électoral les centres de vote ont été sécurisés lors de la distribution des cartes d'électeurs et lors du vote, aussi bien à Bangui qu'en régions.

APPUI OPERATIONNEL AUX FSI

Le 26 décembre, UNPOL a apporté son appui pour la répartition des élèves policiers et gendarmes des écoles pour renforcer les effectifs déployés dans les différents centres de vote à Bangui pour la sécurisation du vote.

Dans le cadre de la Protection des civils et, dans tous les secteurs, les unités de Police constituée, notamment de la Mauritanie (MAURFPU-2) à l'Est, du Rwanda (RWAFFPU-2) au Centre et du Cameroun (CAMFPU-1) à l'Ouest, ont intensifié des patrouilles conjointes robustes, pédestres et motorisées avec la MINUSCA Force, les FSI et les FACA. Elles ont par ailleurs poursuivi leurs missions de sécurisation des sites des personnes déplacées.

Enfin, pour être plus opérationnels et conformément au mémorandum entre le Gouvernement centrafricain et la MINUSCA sur l'appui logistique, UNPOL a facilité la fourniture de carburant aux FSI dans les villes de Berberati, Bangassou, Nola, Bozoum, Bossemptélé, Bossangoa, Ndélé, Kaga Bandoro, Garamboulay et Béloko.

LE JOUR – J

(Avant 12.00)

- BANGUI: (3eme arrondissement et mairie du 5eme arrondissement): UNPOL et FSI convainquent les électeurs de garder leur calme.
- BOCARANGA: Une équipe conjointe UNPOL /MILOBS s'est rendue a BOCARANGA pour une patrouille dans le cadre de la sécurisation des élections.

(13.00)

- BOUAR: exfiltration du préfet de l'hotel Siriri vers la base Minusca pour être ensuite escorter vers la préfecture en vue du lancement des opérations de vote.
- BAORO: L'équipe UNPOL s'est déployée sur le site pour sécuriser et escorter les agents et le matériel électoral sur BAORO.

(14h00)

- Contacts avec dirigeants FSI a tous les niveaux (nationaux, régionaux) pour augmenter la presence des FSI sur le terrain, en uniforme, et actifs. 14h00: Effort en cours pour Bimbo, en particulier Sakai.
- Efforts sur l'exploitation du numéro d'urgence national 1325

(15.00)

- Bria: Tir à l'arme lourde orienté vers le check-point de la FPU mauritanienne. Action UNPOL-Force pour renforcer le check-point et sécuriser la brigade de gendarmerie
- Bangui DSPJ: Mis à la disposition d'un individu interpellé au lycée Fatima en possession de plusieurs cartes d'électeur.
(17.00)
- UNPOL et FSI ont renforcé leur dispositif au PK-12 en vue de garantir le bon déroulement de l'opération de dépouillement.
(21.00)
- CAM FPU Bouar déployée à Baoro: adopter une posture robuste pour assurer la sécurité des données de vote menacées par les groupes armés.
- Bambari: Exfiltration et sécurisation d'un candidat à la présidentielle et aux législatives par la FPU Congo.

Enquêtes sur 150 Infractions au code électoral et au code Pénal en 8 jours. Par exemple, le 27/12

- OBO: Interpellation d'une femme pour fraude électorale
- Bangui: deux candidats à la députation qui tentent de contraindre les électeurs à voter pour eux.
- NDELE: Menaces et agressions sur les membres du bureau de vote de BALOUBA. Le chef de village et un représentant du parti politique MCU blessés ont été conduits à l'hôpital pour des soins par UNPOL.
- BOZOUUM : les GA ont empêché tout déploiement de matériel électoral/ Art. 263 du code électoral.

Je vous remercie.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire a été relativement tendue la semaine passée, particulièrement dans l'ouest du territoire centrafricain, à la suite des attaques de la coalition des groupes armés sur les FACA, les FSI et la Force de la MINUSCA afin de perturber les opérations électorales en cours. Dans cette entreprise de protection des populations au cours de laquelle les casques bleus ont fait face et déjoué les desseins funestes des éléments armés, nous avons malheureusement perdu trois valeureux soldats du contingent burundais à Dékoa, et deux ont été blessés mais dans un état stable. La Force de la MINUSCA a mobilisé tous ses moyens humains et matériels pour maintenir et renforcer le dispositif sécuritaire mis en place et qui a permis de contrer efficacement l'avancée de ces groupes armés, tout en assurant également la

protection des populations civiles et la mise en place d'un environnement sécuritaire qui a permis la tenue des élections.

Ainsi, au cours des deux semaines écoulées, les casques bleus ont eu à engager le combat avec les groupes armés, mené plusieurs opérations de secours au profit de la population, des FACA/FSI, d'autorités nationales, de personnels d'ONG et de partenaires bilatéraux de la RCA qui se sont trouvés dans une situation de péril imminent et grave du fait des violences commises par les éléments des groupes armés. Ces opérations ont été conduites par voies terrestres et aériennes.

Une série d'engagements a été déterminant dans le processus de mise en place du cadre sécuritaire qui a permis d'endiguer les attaques de la CPC et la tenue des élections de dimanche passé :

- Les casques bleus camerounais ont bloqué des centaines de combattants CPC au niveau du pont sud de Bossangoa et ont repoussé Al Habib vers la Nana Bakassa, en même temps qu'ils ont chassé les combattants armés de Bouca qui se sont repliés vers Kabo.
- Les casques bleus burundais ont apporté plusieurs fois leurs appuis aux FACA et FDS à Dekoa et Sibut, et bloqué les axes menant vers Bangui et ont refoulé les combattants des groupes armés.
- Les casques bleus népalais et mauritaniens en charge de la sécurisation de Bambari après les attaques contre les FACA et FSI, ont tenu le pont de la Ouaka et ont empêché les combattants de l'UPC de saisir Bambari.
- Les casques bleus portugais à Bossembélé ont mis un coup d'arrêt décisif à l'offensive de la CPC vers Bangui.

Durant ces actions, la MINUSCA a eu recours à la force pour protéger les populations civiles, en appui au FACA et lorsqu'elle a été directement la cible d'attaque. Ces attaques ont fait au total 25 morts du côté des éléments armés et une vingtaine de blessés et de prisonniers.

De manière non exhaustive, et selon l'ordre chronologique d'occurrence, on peut lister les opérations de soutien ou de secours suivantes :

- Le 22 décembre, le bataillon gabonais retrouve les 2 personnels kidnappés de l'ANE. Lors des combats de Bambari, l'unité de Police constituée de la Mission

recueille au sein de sa base opérationnelle 70 personnels nationaux sous la menace des groupes armés.

- Le 23 décembre, des autorités locales et 24 ressortissants chinois sont recueillis dans la Base Opérationnelle de Nola (Contingent tanzanien) après l'attaque de la Gend de Mambélé par une centaine de combattants.

- Le 24 décembre, la Force (JTFB) a extrait les ressortissants chinois de BOALI, recueilli 5 FACA à Bossembélé et évacué des corps des éléments des groupes armés tués pendant l'attaque.

- Le 25 décembre, la Force recueille le Préfet, le sous-préfet et 35 personnels de sécurité au sein du camp MINUSCA de Bangassou, rassure à nouveau les élèves et professeurs du lycée de Yaloké (première visite le 20), appuie de nouveaux FACA au combat à Beloko. La Force (contingent marocain) a aussi protégé et recueilli 25 FACA et 3 FSI attaqués à Bakouma, et replié en ce moment à Bangassou.

- Le 26 décembre, la Force évacue un soldat des FACA tué au combat et un autre blessé à Sibut, procède au recueil du sous-préfet de Bocaranga et sa famille au sein de la base opérationnelle du bataillon bangladais. La récupération conjointe de 6 éléments des FDS (dont un blessé) et leur évacuation de Bossembélé à Bangui par des éléments de la force de réaction rapide portugaise et du Bataillon Bangladais de.

- Le 27 décembre, la Force participe à la sécurisation des élections. A Bouar, la Force est intervenue en réaction après les braquages/pillages au Comité International de la Croix Rouge (CICR), mais aussi à l'école où la Force a riposté après avoir été prise à partie. Le coordinateur de l'école, blessé, a été pris en charge à l'hôpital du bataillon Bangladais.

- Le 28 décembre, ce bataillon se porte au secours d'un village pour éteindre un incendie important (14 maisons déjà brûlées) à proximité de BOSSEMPTELE. Les bleus casques bangladais extraient par ailleurs le sous-préfet de BAORO lors de la récupération du matériel électoral.

Les évènements que je viens de lister ici ne constituent en réalité que la partie saillante d'innombrables actions qui ont été menées au quotidien par la force, pour assurer ses missions principales de sécurisation de la population et d'appui à la sécurisation des opérations électorales.

A Bangui, un dispositif sécuritaire imposant et dissuasif a été mis en place en coordination avec les FSI et FACA pour la tenue d'élections apaisées. Des dispositifs similaires ont été mis en place également dans l'intérieur du pays et ont permis malgré les tentatives visant à déjouer les pronostics pessimistes faites pour la tenue de ces élections. Dans ce cadre, la Force tient à saluer la confiance accordée par les populations, qui ont su surmonter les intimidations pour se rendre aux urnes, et ont fait preuve d'une résilience remarquable pour y revenir et voter lorsque les votes furent momentanément interrompus par des éléments armés perturbateurs et que la Force a repoussé. Ce fut le cas à Bozoum, Bria, Bouar pour ne citer que ces localités.

En ce moment, les opérations de soutien au rapatriement des urnes et plis scellés sont en cours, et la MINUSCA est en charge du transport depuis les 127 démembrements identifiés vers les centres de traitement de l'ANE à Bangui, en liaison avec les personnels de l'ANE et des FSI/FACA. La Force a fourni des escortes, et un appui aérien à ces opérations notamment à Sam Ouandja, Ouada et dans plus de la moitié des démembrements de Bangui.

© SCPI 2020